

Annual Report on the Access to Information Act 2010–11

INFO-0818

Rapport annuel concernant la Loi sur l'accès à l'information 2010–2011

INFO-0818

Annual Report on the Access to Information Act 2010–11

© Minister of Public Works and Government Services Canada 2011 Catalogue number CC171-7/2011 ISSN 1926-2469

Published by the Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC) Catalogue number: INFO-0818

Extracts from this document may be reproduced for individual use without permission provided the source is fully acknowledged. However, reproduction in whole or in part for purposes of resale or redistribution requires prior written permission from the Canadian Nuclear Safety Commission.

Document availability

This document can be viewed on the CNSC Web site at nuclearsafety.gc.ca
To order a printed copy of the document in English or French, please contact:

Canadian Nuclear Safety Commission 280 Slater Street P.O. Box 1046, Station B Ottawa, Ontario K1P 5S9 CANADA

Tel.: 613-995-5894 or 1-800-668-5284 (in

Canada only)
Facsimile: 613-995-5086
Email: info@cnsc-ccsn.gc.ca
Web site: nuclearsafety.gc.ca

Rapport annuel concernant la Loi sur l'accès à l'information 2010–2011

© Ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2011 Numéro de catalogue CC171-7/2011 ISSN 1926-2469

Publié par la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) Numéro de catalogue : INFO-0818

La reproduction d'extraits du présent document à des fins personnelles est autorisée à condition que la source soit indiquée en entier. Toutefois, sa reproduction en tout ou en partie à des fins commerciales ou de redistribution nécessite l'obtention préalable d'une autorisation écrite de la Commission canadienne de sûreté nucléaire.

Disponibilité du document

Les personnes intéressées peuvent consulter le document sur le site Web de la CCSN à <u>suretenucleaire.gc.ca</u>, ou en commander des exemplaires, en français ou en anglais, en communiquant avec la :

Commission canadienne de sûreté nucléaire 280, rue Slater C.P. 1046, Succursale B Ottawa (Ontario) K1P 5S9 CANADA

Téléphone: (613) 995-5894 ou 1-800-668-5284 (Canada seulement)
Télécopieur: (613) 995-5086
Courriel: info@cnsc-ccsn.gc.ca
Site web: suretenucleaire.gc.ca

Annual Report on the *Access to Information Act*2010–11

INFO-0818

GENERAL

The Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC) regulates the use of nuclear energy and materials to protect the health, safety and security of Canadians and the environment, and to respect Canada's international commitments on the peaceful use of nuclear energy.

The CNSC's mandate, derived from the *Nuclear Safety and Control Act*, involves four major areas:

- regulation of the development, production and use of nuclear energy in Canada
- regulation of the production, possession, use and transport of nuclear substances, and the production, possession and use of prescribed equipment and prescribed information
- implementation of measures
 respecting international control of
 the development, production,
 transport and use of nuclear energy
 and substances, including measures
 respecting the non-proliferation of
 nuclear weapons and nuclear

Rapport annuel concernant la *Loi sur l'accès à l'information* 2010–2011

INFO-0818

GÉNÉRALITÉS

La Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) réglemente l'utilisation de l'énergie et des matières nucléaires afin de préserver la sûreté, la santé et la sécurité des Canadiens, de protéger l'environnement et de respecter les engagements internationaux du Canada à l'égard de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Aux termes de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*, le mandat de la CCSN couvre quatre grands domaines :

- réglementer le développement, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire au Canada
- réglementer la production, la possession, l'utilisation et le transport des substances nucléaires ainsi que la production, la possession et l'utilisation de l'équipement et des renseignements réglementés
- mettre en œuvre les mesures de contrôle international du développement, de la production, du transport et de l'utilisation de l'énergie et des substances nucléaires, y compris les mesures de non-prolifération des armes

- explosive devices
- dissemination of scientific, technical and regulatory information concerning the activities of the CNSC, and the effects on the environment, on the health and safety of persons, of the development, production, possession, transport and use of nuclear substances

The CNSC also administers the *Nuclear Liability Act*, conducts environmental assessments under the *Canadian Environmental Assessment Act* (CEA Act), and implements Canada's bilateral agreement with the International Atomic Energy Agency (IAEA) on nuclear safeguards verification.

PURPOSE OF THE ACCESS TO INFORMATION ACT

The purpose of the Access to Information Act is to extend the laws of Canada to provide a right of access to information in records under the control of a government institution, in accordance with the principles that government information should be available to the public, that necessary exceptions to the right of access should be limited and specific, and that decisions on the disclosure of government information should be reviewed independently of government.

1. Statistical report

In 2010–11, the CNSC received 80 requests under the *Access to Information Act*, representing a 28% decline from the

- nucléaires et des dispositifs nucléaires explosifs
- informer le public aux plans scientifique, technique ou réglementaire – sur les activités de la CCSN et les conséquences, pour la santé et la sécurité des personnes et pour l'environnement, du développement, de la production, de la possession, du transport et de l'utilisation des substances nucléaires

La CCSN est également responsable de l'administration de la *Loi sur la responsabilité mucléaire*, de l'exécution des évaluations environnementales en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCEE) et de l'application de l'entente bilatérale du Canada avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à l'égard de la vérification des garanties nucléaires.

BUT DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

La Loi sur l'accès à l'information a pour objet d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérale en consacrant le principe du droit du public à leur communication, les exceptions indispensables à ce droit étant précises et limitées et les décisions quant à la communication étant susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif.

1. Rapport statistique

Pendant la période de rapport 2010-2011, la CCSN a reçu 80 demandes aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information*, ce qui number of requests received during the previous reporting period. The most frequent type of requesters were businesses (43.75%), followed by organizations (30%), the public (8.75%), media (3.75%) and academia (3.75%).

See Annex A for further statistical information.

2. Practices and procedures

At the CNSC, the administration of the *Access to Information Act* is the responsibility of the Client Services Division (CSD), within the Information Management and Technology Directorate.

Access to information requests are received by the Records Office and forwarded to the Access to Information and Privacy (ATIP) Office, CSD. The processing of requests is carried out by ATIP Office staff, in consultation with the appropriate directorates within the CNSC and, where necessary, with external parties.

CNSC employees are provided with training and guidance on a regular basis, which aims to assist them in fulfilling their duties under the Access to Information Act. During 2010–11, the CNSC concentrated on providing formal information management, Access to Information Act, Privacy Act and information security training to CNSC managers and their standing delegates. This mandatory training was provided to approximately 136 managers and standing delegates during the noted reporting period, and concentrated on informing managers and their delegates of their responsibilities under the noted areas.

représente un déclin de 28 % du nombre de demandes reçues par rapport à la période précédente. Pour la période donnée, les demandes provenaient surtout des entreprises (43,75 %), suivies des organisations (30 %), du public (8,75 %), des médias (3,75 %) et des universités (3,75 %).

Veuillez consulter l'annexe A pour obtenir plus de renseignements statistiques.

2. Pratiques et procédures

À la CCSN, la mise en œuvre de la *Loi sur l'accès à l'information* est la responsabilité de la Division des services à la clientèle (DSC), qui fait partie de la Direction de la gestion et de la technologie de l'information.

Le Bureau des documents reçoit les demandes relatives à l'accès à l'information et les transmet au Bureau de l'accès à l'information et de protection des renseignements personnels (AIPRP) de la DSC, qui traite les demandes en consultation avec les directions appropriées de la CCSN, et au besoin, avec des parties externes.

Les employés de la CCSN reçoivent régulièrement de la formation et de l'orientation pour les aider à répondre à leurs obligations aux termes de la *Loi sur l'accès à l'information*. En 2010-2011, la CCSN s'est attachée à fournir aux gestionnaires de l'organisme et à leurs délégués permanents une formation théorique sur la gestion de l'information, la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et la sécurité de l'information. Cette formation obligatoire a été fournie à environ 136 gestionnaires et à leurs délégués permanents au cours de la période

The CSD offers an integrated training approach, emphasizing the connections between sound information management practices and an effective ATIP program. The ATIP Office also provides advice and support, on an "as-required" basis.

Documentation and training materials on the CNSC ATIP program are available through the corporate intranet, along with links to other materials, such as the acts and Treasury Board Secretariat policies and guidance documents, and a range of information management and guidance tools.

As an organization that values openness and transparency, the CNSC strives to ensure that information is made publicly available without recourse to the *Access to Information Act*. Exceptions to public access to information are limited and specific, as required by the legislation.

The CNSC frequently makes available, for examination by the public, copies of the following:

- current licences and approvals
- revocation or suspension notices
- reports concerning occurrences
- applications for approval of licences
- information on hazards to individuals, the public or the environment
- orders for corrective measures to be taken, as a result of significant occurrences
- notices of intent to establish nuclear facilities
- Commission Tribunal hearing minutes and supporting

visée et s'est attachée à les informer sur leurs responsabilités dans le cadre des domaines indiqués. La DSC offre une approche intégrée de la formation et met l'accent sur les liens entre de bonnes pratiques de gestion de l'information et un programme d'AIPRP efficace. Le Bureau de l'AIPRP fournit aussi des conseils et du soutien au fur et à mesure des besoins.

On trouve sur le site intranet de la CCSN de la documentation et du matériel de formation sur le programme de l'AIPRP de la CCSN. On y trouve également des liens vers d'autres documents, tels que des lois, les politiques et les directives du Secrétariat du Conseil du Trésor, ainsi que tout un éventail d'outils de gestion de l'information et d'orientation.

En tant qu'organisation qui valorise l'ouverture et la transparence, la CCSN s'efforce de faire en sorte que l'information soit accessible au public sans qu'il ne doive recourir à la *Loi sur l'accès à l'information*. Les exceptions sont limitées et spécifiques, tel qu'exigé dans la Loi.

La CCSN rend fréquemment disponibles, aux fins d'examen public, des copies des documents suivants :

- les permis actuels et les approbations
- les avis de révocation ou de suspension
- les rapports concernant les événements
- les demandes d'approbation de permis
- des renseignements sur les dangers pour les personnes, le public ou l'environnement
- les ordres visant des mesures correctives à prendre par suite d'événements importants

- documentation
- requests for temporary help
- proactive disclosure of senior management travel and hospitality expenses
- proactive disclosure of contract information
- Auditor General of Canada reports (pertaining to the CNSC)
- internal audits

3. Delegation of authority

The Governor General in Council has designated the authority to exercise the powers, duties and functions of the Access to Information Act to the President of the CNSC. The President of the CNSC has designated the Vice-President of the Corporate Services Branch, the Director General of the Information Management and Technology Directorate, the Director of Client Services Division and the Senior ATIP Advisor to exercise the powers, duties and functions of the head of the CNSC with respect to the Access to Information Act.

See Annex B for a copy of the instrument of delegation.

4. Complaints and appeals to the Federal Court

During 2010–11, two complaints were registered with the Office of the Information Commissioner. At the time of reporting, neither of the above-noted complaints had been resolved.

- les avis d'intention de construire des installations nucléaires
- les procès-verbaux des audiences de la Commission et la documentation qui s'y rattache
- les demandes d'aide temporaire
- la divulgation proactive des dépenses de voyage et d'accueil de la haute direction
- la divulgation proactive des renseignements sur les contrats
- les rapports du vérificateur général du Canada (relatifs à la CCSN)
- les vérifications internes

3. Délégation des pouvoirs

Le gouverneur général en conseil a délégué au président de la CCSN l'autorité d'exercer les pouvoirs, les responsabilités et les fonctions de la *Loi sur l'accès à l'information*. Le président a ensuite délégué au vice-président de la Direction générale des services de gestion, au directeur général de la Direction de la gestion et de la technologie de l'information, au directeur de la Division des services à la clientèle et au conseiller principal de l'AIPRP l'autorité d'exercer ses pouvoirs, ses responsabilités et ses fonctions à l'égard de la *Loi sur l'accès à l'information*.

L'instrument de délégation se trouve à l'annexe B.

4. Plaintes et appels devant la Cour fédérale

En 2010-11, deux plaintes ont été déposées auprès du Commissariat à l'information. Au moment de l'établissement du rapport, aucune des plaintes susmentionnées n'avait été résolue.

As for the two complaint investigations carried over from 2010–11, one complaint was well founded and resolved, and another complaint was discontinued.

No appeals were made to the Federal Court of Canada during 2010–11.

En ce qui concerne les enquêtes sur les deux plaintes de 2010-11 reportées à l'exercice suivant, une de ces plaintes a été jugée fondée et a été résolue, et une autre a été retirée.

Aucun appel n'a été logé à la Cour fédérale du Canada en 2010–11.

Annex A

Statistical Information

Annexe A

Renseignements statistiques

Annual Report on the Access to Information Act 2010–11 Rapport annuel concernant la Loi sur l'accès à l'information 2010–2011

Institution CANADIAN NUCLEAR SAFETY COMMISSION					Reporting period 2010-04-01 to 2011-03-31								
Source Media Academia 3			Business 35			Organi 32	Organization P 32 7						
Requests in	nder the Access to Informs	ntion Act			П	Disposite	on of requests completed						
Received during reporting period 80			80	1.	All displayed			26	6.	Unable to process		19	
			13	2.	2. Disclosed in part			33	7.	Abandoned by appli	cant	6	
IOIAL 93			3.	Nothing	disclosed (excluded)		2	8.	Treated informally	(
IVIAL			86	4.	Nothing disclosed (exempt)			0					
Carried forward			+	7	5. Transferred				0 TOTAL			86	
III Exemption	ons invoked												
S. Art. 13(1)(a)	1 S. Art 16(1)(a)				0 S. Art. 18(b)			1 S. Art. 21(1)(a)			7		
(b)			(b)			0			0 (b)			1	
(c)		2	(c)			0	0 (d)		2 (e)		(c)		2
(d)	(d)			(d)		0	S. Art. 19(1)		27 (d)				
S. Art. 14		2	S. Art. I	16(2)		8	S. Art. 20(1)(a)			0	741.22		(
S. International rel. Art. 15(1)		1	S. Art. l	16(3)		0	(b)			6	S. Art 23		
Defence		5	S. Art.	17		0	(c)			6	S. Art. 24		
	Subversive activities	0	S. Art.	18(a)		1	(d)			2	S. Art 26		
IV Exclusion	ons cited							V C	ompletion	time			
8.			0 S. Art 69(1)(c)				0	30 days o	r under				4
Art. 08(a) (b)		0 Art 69(1)(c) 0 (d)				0		31 to 60 days				1	
(c)			0 (e)			0		61 to 120 days				1	
S.					Ø		0	121 days or over			1		
Art. 69(1)(a)			0	(g)			0						
VI Extensi	ions			VII	Trans	slations					Method o	of access	
	30 days or under	31 days or	r over	Translati	ions requ	uested			0		Copies given		.5
Searching	13				anslations En		sh to French		0	0 Examination			
Consultation	4	-	8 pre			Fro	ch to English		O Copies and examination		tion		
Third party	0	6								_			
TOTAL	17			25									
IX Fees								X (osts.				
		Net	t fees co	ollected							Financial (all reas	ons)	
Application fees \$400 Preparation			Preparation			\$0	Salary S SI				\$189,200.		
Reproduction				Computer processing	mputer processing		\$0	Administration (O and M)		s	\$72,273.		
Searching		\$630 TOTAL			\$1,030		TOTAL S						

Annual Report on the Access to Information Act 2010–11 Rapport annuel concernant la Loi sur l'accès à l'information 2010–2011

Fees waived	No of times		s
\$25.00 or under	3	s	\$27.60
Over \$25.00	14	s	\$1,715.80

Person year utilization (all reasons)	ons)
Person year (decimal format)	2.60

TBSSCT 350-62 (Rev. 199903)

Supplemental Reporting Requirements (2010–11)

Access to Information Act

Part III - Exemptions invoked

Section 13

Subsection 13(e) - 0

Section 16

Subsection 16.1(1)(a) - 0

Subsection 16.1(1)(b) - 0

Subsection 16.1(1)(c) - 0

Subsection 16.1(1)(d) - 0

Subsection 16.2(1) - 0

Subsection 16.2(1) Subsection 16.3 - 0

Sub-section 10.5 0

Subsection 16.4(1)(a) - 0

Subsection 16.4(1)(b) -0

Subsection 16.5 – 0

Section 18

Subsection 18.1(1)(a) - 0

Subsection 18.1(1)(b) - 0

Subsection 18.1(1)(c) - 0

Subsection 18.1(1)(d) - 0

Section 20

Subsection 20(1)(b.1) - 0

Subsection 20.1 - 0

Subsection 20.2 - 0

Subsection 20.4 - 0

Section 22

Subsection 22.1(1) - 0

Part IV - Exclusions cited:

Subsection 68.1 - 0

Subsection 68.2(a) - 0

Subsection 68.2(b) - 6

Subsection 69.1(1) - 0

Exigences en matière de rapports supplémentaires (2010–2011) Loi sur l'accès à l'information

Partie III – Exceptions invoquées

Article 13

Alinéa 13(e) - 0

Article 16

Alinéas 16.1(1)(a) - 0

Alinéas 16.1(1)(b) - 0

Alinéas 16.1(1)(c) - 0

Alinéas 16.1(1)(d) - 0

Alinéas 16.2(1) - 0

Alineas 10.2(1) -

Alinéas 16.3 – 0

Alinéas 16.4(1)(a) - 0

Alinéas 16.4(1)(b) -0

Alinéas 16.5 – 0

Article 18

Alinéas 18.1(1)(a) - 0

Alinéas 18.1(1)(b) - 0

Alinéas 18.1(1)(c) - 0

Alinéas 18.1(1)(d) - 0

Alinéas 20(1)(b.1) - 0

Alinéas 20.1 - 0

Alinéas 20.2 - 0

Alinéas 20.4 – 0

Article 22

Alinéas 22.1(1) - 0

Partie IV – Exclusions citées

Alinéas 68.1 - 0

Alinéas 68.2(a) - 0

Annex B

Delegation Order

Annexe B

Ordonnance de délégation de pouvoirs

Access to Information Act and Privacy Act Delegation Order

Astèté sur la délégation en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et de la Loi sur la protection des renseignements personnels

The President of the Canadian Nuclear Safety Commission, pursuant to section 73 of the Access to Information Act and the Privacy Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and functions of the President as the head of a government institution, under the section of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the attached designation.

En vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, le président délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire les postes mentionnés, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la *Loi* mentionnés en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule le document ci-joint.

Schedule/Annexe

Position/Poste	Privacy Act and Regulations/Loi sur la protection des renseignements personnels et règlements	Access to Information Act and Regulations/Loi sur l'accès à l'information et règlements
Vice-President, Corporate Services Branch/Vice-président, Direction générale des services de gestion	Full authority/Autorité absolue	Full authority/Autorité absolue
Director General, Information Management and Technology Directorate/Directeur général, Direction de la gestion et de la technologie de l'information	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue
Director, Client Services Division/Directeur, Division des services à la clientèle	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absoluc
Senior ATIP Advisor/Conseiller principal de l'AIPRP	Full authority/ Autorité absolue	Full authority/ Autorité absolue

Le président Commission canadienne de sûreté nucléaire

> Michael Binder President

Canadian Nuclear Safety Commission

13 md JUL 2 3 2010

Edocs # 3578126